



LES «HÉROS» SONT FATIGUÉES ET EN COLÈRE ! IMPOSONS QUE LA SANTÉ ET L'HÔPITAL SOIENT RÉELLEMENT DES PRIORITÉS !

sante-secu-social.npa2009.org

C'était malheureusement prévisible et prévu, la 2ème vague de l'épidémie de COVID est là. Elle déferle aujourd'hui, inexorablement sur un système hospitalier et ses personnels encore plus fragilisés par les mois qu'il vient de vivre.

Des services de réanimation recommencent à être saturés. Pour faire de la place aux patients « COVID », « les plans blancs » sont déclenchés dans plusieurs régions. A nouveau des soins sont reportés ou annulés. A nouveau des malades vont en subir les conséquences. Dans les hôpitaux et les EHPAD le personnel manque. Ceux et celles qui restent sont, à nouveau, durement frappés par l'épidémie. Au CHU de Nantes, des personnels testés positifs continuent même de travailler. Des directions annoncent l'annulation des congés pour les vacances de Toussaint et pour la fin de l'année.

Les « héros » sont fatigués et en colère ! Ils ne retourneront pas « au feu » comme ils l'avaient fait au printemps. Un signe ne trompe pas : les départs se multiplient dans les services, aggravant encore la pénurie. Mais cela n'empêche pas Macron de répondre aux soignantEs qui l'interpellent que ce n'est pas une question de « moyens » mais « d'organisation ». Il faut oser, quand chacunE constate l'incapacité absolue de ce pouvoir, Macron en tête, à organiser la lutte contre l'épidémie !

LA DEUXIÈME VAGUE N'ÉTAIT PAS UNE FATALITÉ

La « deuxième vague » n'était pas une fatalité : rien n'a été fait au cours des mois d'été pour l'éviter.

- La politique de test, sans aucune organisation s'est effondrée. Elle a permis au labos privés de « faire du chiffre », mais pas de briser les chaînes de contagion.
- Les hôpitaux n'ont pas recruté ni formé les personnels disponibles pour faire face à l'épidémie.

L'INCOMPÉTENCE DE CE GOUVERNEMENT EST LE RÉSULTAT DE SES CHOIX POLITIQUES

Il y a urgence à se mobiliser pour imposer d'autres priorités et éviter une nouvelle catastrophe sanitaire et sociale. Il en va de la santé, des emplois,

des conditions de vie de la majorité de la population. Macron et son gouvernement ne sont pas « incompetents » quand il s'agit de déverser des milliards sur les entreprises, sans aucune contrepartie pour l'emploi. Ils ne sont pas « incompetents » pour remettre tout le monde au travail, par tous les moyens, et souvent sans les protections nécessaires. Ils ne sont pas « incompetents » pour renvoyer la jeunesse à l'école au collège ou au lycée, dans n'importe quelles conditions et permettre aux parents d'aller travailler.

Leur seule vraie priorité c'est de faire tourner la « machine à cash ». Tant pis pour les « dommages collatéraux ». Ils ne savent, dès lors que gesticuler, en imposant des mesures autoritaires, inefficaces et incompréhensibles pour les loisirs et la vie familiale, et en essayant de rejeter les responsabilités sur les « jeunes » qui font trop la fête, ou les « vieux » qui ne gardent pas assez de distances avec leur petits enfants.

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCU POUR 2021 : COMME AVANT EN PIRE !

Macron et son gouvernement continuent de réduire les moyens de l'hôpital en se moquant totalement des conséquences ! Les dépenses de santé pour 2021 augmentent car le gouvernement doit tenir compte de la crise sanitaire, mais il ne desserre pas l'étau qui étouffe l'hôpital, il sera ainsi impossible de procéder aux milliers de recrutements indispensables. Le pouvoir vient même de publier un décret pour organiser les suppressions d'emplois !

Pas d'autre voie dans ces conditions que de reprendre le chemin de la mobilisation engagée en mai juin usagers et personnels de santé unis pour imposer la formation et le recrutement des personnels indispensables (120 000 pour l'hôpital, 200 000 pour les EHPAD). Les appels unitaires à faire grève et à manifester le 15 octobre contribuent à cette lutte nécessaire.

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

HALTE À LA DISCRIMINATION ! LE MÉDICO-SOCIAL EN ÉBULLITION, LA MOBILISATION S'ORGANISE !

Il n'y a pas si longtemps le Ministre Olivier Véran déclarait : « Personne ne sera mis sur le bord du chemin ». Les agents du Médico-social rattachés au service public de santé lisent ces propos avec amertume : pour eux c'est un mensonge ! En effet un décret faisant suite au « Ségur » exclut les 40 000 salariéEs du Médico-social du service public du bénéfice du Complément de Traitement Indiciaire de 183 euros mensuels attribué à tous les agents du Service public hospitalier. C'est une véritable discrimination car tous ces personnels sont des fonctionnaires et contractuels soumis aux mêmes devoirs et droits que leurs collègues. Véran invente le salaire selon l'endroit où on exerce sa fonction ! Mais c'est aussi une discrimination plus insidieuse vis à vis des patientEs dont ils ont la charge : soignants au « rabais » pour patientEs au « rabais » ?!

Cette annonce du Ministère a été reçue par les personnels comme un camouflet. A la tristesse et l'écœurement ont succédé colère et envie de se battre

pour défendre ses intérêts et sa dignité de professionnel de santé publique. Leur revendication est simple : Une même fonction publique, un même établissement, un même salaire ! C'est ce que l'on voit fleurir partout dans les slogans et sur les banderoles des médico-sociaux en lutte. Nous sommes tous et toutes concernéEs. Cette affaire est un test pour le ministère : aujourd'hui ce sont les médicaux sociaux demain à qui le tour du salaire dépendant du poste occupé ?

Plusieurs établissements du médico-social rattachés à un hôpital et des établissements du médico-social de service public sont désormais mobilisés. Ces jours derniers les salariéEs en grève ont manifesté dans des villes comme Rennes, Dieppe, Caen, Évreux, Gourmelen, Marseille, Libourne... une vraie traînée de poudre. La mobilisation relayée

essentiellement par la CGT et SUD doit maintenant s'amplifier, se coordonner dans l'unité de tous les salariéEs du secteur public de santé, il faut aller vers des mobilisations unitaires régionales pour converger au niveau national.



***Le Ministre Véran doit céder sur la revendication
des Médico-sociaux :
Stop au mépris, 183 euros mensuels
pour toutes et tous !***